



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Mercredi 14 décembre 2022

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

*Les articles publiés à la Revue internationale des services financiers (RISF/IRFS) sont disponibles sur la base de données Stradalex, sur laquelle sont accessibles les revues et ouvrages du groupe Larcier/Bruylant.

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
198^e année
15 décembre 2022
n° 43 / 7976^e
pages 2217 à 2288



ÉDITORIAL

2217 La boîte magique, *Rémy Cabrillac*

ACTUALITÉS

2222 Assurance (clause d'exclusion) : fermeture administrative durant la pandémie
2228 Arbitrage international (compétence) : protection des investissements transnationaux

POINTS DE VUE

2229 *La capitis deminutio* des personnes transgenres consacrée par le Conseil constitutionnel, une vision dépassée de l'office du juge au XXI^e siècle, *Benjamin Moron-Puech*
2232 Pourquoi la France devrait-elle rester dans le Traité sur la Charte de l'énergie ?, *Veronika Korom*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

2241 *Chronique* : Décision collective et assemblée générale : tentative de mise en ordre, *Guillaume Grundeler*
2245 *Panoramas* : Droit du travail, *Stéphane Vernac et Ylias Ferkane*
2255 Concurrence interdite – Concurrence déloyale et parasitisme, *Centre de droit économique et du développement Yves Serra (EA n° 4216)*
2269 *Notes* : Détermination par la deuxième chambre civile de la qualité de victime d'actes terroristes, *note sous Civ. 2^e, 27 oct. 2022 [4 arrêts], Stéphanie Porchy-Simon*
2275 Le (lourd) prix de la sécurité juridique des employeurs, *note sous Soc. 11 mai 2022 [2 arrêts], Tatiana Sachs*
2283 Opposabilité des contrats aux tiers : victoire à la Pyrrhus pour l'acquéreur d'un fonds de commerce, *note sous Com. 19 oct. 2022, Bertrand Jost*

ENTRETIEN

2288 Christophe Bigot – La liberté de la presse en péril : réalité ou trompe-l'œil ?

DALLOZ
Lefebvre Dalloz



Version numérique incluse*



322243



Recueil Dalloz

10 place des Vosges, Tour Lefebvre Dalloz
92400 Courbevoie
Tél. (Rédaction) 01 40 64 53 66
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr
PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
SYLVIE FAYE

DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE
ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DESSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVAQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE
PASCALE DEUMIER
RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (5403)

- RÉDACTION

Mélie HARSOUËT DE KERAVEL (5379)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque - Crédit - Garantie Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat - Responsabilité Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (5284)

Laurence BREUZE-DINNAT (5481)

Katy PERCHEREAU (5366)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{er} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Yvette NAY, Directrice

10 place des Vosges, Tour Lefebvre Dalloz,
92400 Courbevoie

Fax : 01 41 48 47 93 - ventes@dalloz.fr

Relations clients : Corinne ROUTIER, Responsable

Tél. : 01 41 05 29 62

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarnut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 99,74 € TTC

Étranger : 1 016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1022 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Décembre 2022

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : 10 place des Vosges,
Tour Lefebvre Dalloz, 92400 Courbevoie

RCS Paris 572 195 550

Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z

TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarnut

La reproduction, même par tielle, de tout élément pub. lit.
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Rémy Cabrillac

2217 La boîte magique

ACTUALITÉS

2220 DROIT DES AFFAIRES

Concurrence-Distribution

Rupture brutale (relation commerciale):
négociation annuelle en cours, Com. 7 déc. 2022
Concurrence déloyale (salarié): participation à la
création d'une société, Com. 7 déc. 2022

Consommation

Clause abusive (prêt): déchéance du terme du
contrat, C.JUE 8 déc. 2022

Entreprise en difficulté

Interdiction de paiement (cotisations sociales):
jeunes entreprises innovantes,
Civ. 2^e, 1^{er} déc. 2022

Fonds de commerce et commerçants

Bail commercial (clause non écrite): action en
requalification d'un contrat, Civ. 3^e, 7 déc. 2022

Société et marché financier

Société par actions simplifiée (exclusion):
constitutionnalité du régime,
Cons. const. 9 déc. 2022

2222 DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Assurance (clause d'exclusion): fermeture
administrative durant la pandémie,
Civ. 2^e, 1^{er} déc. 2022

2223 DROIT IMMOBILIER

Copropriété

Assemblée générale (mandat): qualité pour
contester la régularité, Civ. 3^e, 7 déc. 2022

2223 DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (moteur de recherche):
déréférencement de texte et d'images,
C.JUE 8 déc. 2022

Données personnelles (traitement): victime
présumée d'une infraction, C.JUE 8 déc. 2022

2224 DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Concussion (élément moral): conseiller régional
titulaire de plusieurs mandats, Crim. 7 déc. 2022

Procédure pénale

Saisie pénale (immeuble): bien grevé d'une
clause de tortine, Crim. 7 déc. 2022
Données de connexion (conservation): validité
des actes de la procédure, Crim. 22 nov. 2022

2225 DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Licenciement économique (redassement):
portée de la volonté du salarié, Soc. 7 déc. 2022
Aide à domicile (Covid-19): régime de
l'exposition aux risques biologiques,
Soc. 7 déc. 2022

Aide à domicile (Covid-19): fourniture de
masque FFP2 par l'employeur, Soc. 7 déc. 2022

Médecin du travail (avis d'inaptitude): portée à
défaut de contestation, Soc. 7 déc. 2022

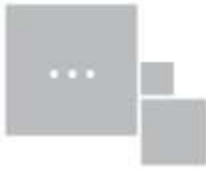
Médecin du travail (avis d'inaptitude):
contestation devant le conseil des
prud'hommes, Soc. 7 déc. 2022

2228 PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Arbitrage international (compétence):
protection des investissements transnationaux,
Civ. 1^{er}, 7 déc. 2022

Compétence européenne (reconnaissance):
contrariété à l'ordre public international,
Civ. 1^{er}, 7 déc. 2022

15 décembre 2022 - n° 43 / 7976^e

POINTS DE VUE

2229

La capitis deminutio des personnes transgenres consacrée par le Conseil constitutionnel, une vision dépassée de l'office du juge au XXI^e siècle
par Benjamin Moron-Puech

2232

Pourquoi la France devrait-elle rester dans le Traité sur la Charte de l'énergie ?
par Veronika Korom



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

2235

L'incidence de la décharge du débiteur sur le sort de la caution dans le cadre du transfert de la charge de la sûreté
par Marie Garnier-Zaffagnini

2241

Décision collective et assemblée générale: tentative de mise en ordre
par Guillaume Grundeler

PANORAMAS

2245

Droit du travail
avril 2022 – octobre 2022
par Stéphane Vernac et Ylias Feikane

2255

Concurrence interdite – Concurrence déloyale et parasitisme
novembre 2021 – novembre 2022
par le Centre de droit économique et du développement Yves Serra (EA n° 4216)

NOTES

2269

Détermination par la deuxième chambre civile de la qualité de victime d'actes terroristes,
note sous Civ. 2^e, 27 oct. 2022 [4 arrêts]
par Stéphanie Porchy-Simon

2275

Le (lourd) prix de la sécurité juridique des employeurs,
note sous Soc. 11 mai 2022 [2 arrêts]
par Tatiana Sachs

2283

Opposabilité des contrats aux tiers: victoire à la Pyrrhus pour l'acquéreur d'un fonds de commerce,
note sous Com. 19 oct. 2022
par Bertrand Jost



ENTRETIEN

2288

Christophe Bigot – La liberté de la presse en péril: réalité ou trompe-l'œil?

Le prochain numéro du Recueil paraîtra le 29 décembre 2022

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au Recueil Dalloz donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

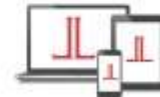
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du Recueil Dalloz, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également votre revue numérique sur Dalloz-Revues.fr

Recueil Dalloz - 15 décembre 2022 - n° 43



QUESTION D'ACTUALITÉ

PROCÉDURE DE « PRE-TRIAL DISCOVERY » : UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA COMMUNICATION DE PIÈCES VERS LES ETATS-UNIS

Le RGPD peut être opposé à une demande de production de preuves, juge un tribunal américain. Une décision importante pour les entreprises françaises.

21


www.efl.fr


À LA UNE

Contrats - L'agent commercial qui a commis une faute grave peut avoir droit à une indemnité de fin de contrat

10

Commentaire - Taxonomie : l'AMF dresse le bilan du premier reporting extra-financier des sociétés cotées

19

Question pratique - Réglementation des investissements étrangers en France : dernières modifications et perspectives pratiques

24



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Réparation du préjudice subi par un salarié exclu
- 4 - Date d'évaluation des parts d'un associé retenant
- 5 - Droit d'une personne morale au respect de sa vie privée
- 6 - Déclaration de performance extra-financière des sociétés cotées
- 7 - Transmission à l'administration des écarts de représentation femmes-hommes
- 7 - Complicité de fraude d'une société mère à l'égard de l'ex-associé d'une sous-filiale

Bourse

- 8 - Financement participatif
- 9 - Contrat de liquidité pour les actions cotées sur Euronext Growth

Entreprise en difficulté

- 9 - Procédure collective ouverte après le décès de l'entrepreneur individuel

Contrats

- 10 - Indemnisation de l'agent commercial en fin de contrat
- 11 - Application des principes Unidroit à un contrat international

Finances de l'entreprise

- 12 - Double qualité du dirigeant signataire d'un cautionnement
- 13 - Paiement d'un chèque falsifié

Biens de l'entreprise

- 14 - Location de courte durée en violation des règles d'urbanisme

Concurrence

- 14 - Répercussion du surcoût en cas de pratique anticoncurrentielle
- 15 - Concurrence déloyale en cas de similitude entre produits concurrents

Consommation

- 16 - Etiquetage des denrées alimentaires
- 17 - Distribution d'imprimés publicitaires non adressés

Et aussi...

- 17 - Choix des arbitres

Commentaire

- 19 - Reporting taxonomie des sociétés cotées

Question pratique

- 24 - Réglementation des investissements étrangers en France : dernières modifications et perspectives pratiques

Veille

- 27 - Veille fiscale et sociale



QUESTION D'ACTUALITÉ



21

PROCÉDURE DE « PRE-TRIAL DISCOVERY » : UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA COMMUNICATION DE PIÈCES VERS LES ETATS-UNIS

REVUE LAMY

Droit des Affaires

**Garantie légale de conformité :
coup de projecteur sur les nouvelles
obligations entrées en vigueur depuis
le 1^{er} octobre 2022**

Corinne HOVNANIAN et Suzanne MILLET

– **L'encadrement du droit à l'information des consommateurs sur la garantie commerciale de produits vendus sur des plateformes de commerce en ligne**

Mathieu COMBET

– **Transposition de la directive Omnibus par l'Ordonnance du 22 décembre 2021 : en route vers la répression !**

Jean-Marie BRIGANT

– **La protection du droit de vote de l'associé exclu**

Jean-Brice TAP

– **Le fonds de pérennité : quel avenir ?**

Stéphane COUCHOUX

187 | MENSUEL
DÉCEMBRE 2022

Conseil scientifique

Sylvie de VENDEUIL :

Conseiller scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel de CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAOUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Président, Directeur de la publication :

Hubert CHEMLA

Directrice des Éditions :

Sylvie DURAS

Rédactrice en chef :

Chloé MATHONNIÈRE

Rédactrice en chef adjointes :

Anouk JAUNASSE - 01 85 58 31 58

anouk.jaunasse@wolterskluwer.com

Joséphine de ROMANET - 01 85 58 36 04

joséphine.deromanet@wolterskluwer.com

Ont participé à ce numéro : Jérémie BERLEMONT,

Guillaume CARTERET, Lionel COSTES, Pascale

LEDOUX, Victoria MAURIÉS et Héloïse

PLANCKEART

Éditeur : Wolters Kluwer France

SAS au capital de 14 500 000 €

Siège social : 7, rue Emmy Noether,

93400 Saint Ouen - Tél. : 01 85 58 30 00

RCS Bobigny 480 081 306

Siret : 480 081 306 00148

TVA FR 55 480 081 306

Associé Unique :

Holding Wolters Kluwer France

N° Commission Paritaire : 0125 T 87146

N° ISSN : 2109-9367 (version en ligne)

N° ISSN : 1279-8401 (version imprimée)

Dépôt légal : à parution

Abonnement annuel : 614,64 € TTC

Prix au numéro : 55,87 € TTC

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXE

Imprimerie Dupliprint Mayenne :

733 rue Saint-Léonard, 53100 Mayenne



Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC N°2011-SKM-PEFC-43

Eutrophisation : Ptot 0,006 kg / tonne

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLDA 2022/187, n° 7590 (année/n° de la revue, n° du commentaire)

Crédit photos : Getty Images

Sommaire

FOCUS 4

- La cession du fonds de commerce n'entraîne pas le transfert automatique de tous les contrats

Pascale LEDOUX et Héloïse PLANCKAERT

LES ESSENTIELS DU MOIS 6

ÉCLAIRAGE 19

- Garantie légale de conformité : coup de projecteur sur les nouvelles obligations entrées en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2022

Corinne HOVNANIAN et Suzanne MILLET

ANALYSE 24

- L'encadrement du droit à l'information des consommateurs sur la garantie commerciale de produits vendus sur des plateformes de commerce en ligne

Mathieu COMBET

JURISPRUDENCE COMMENTÉE 28

- La protection du droit de vote de l'associé exclu

Jean-Brice TAP

ÉTUDE 32

- Transposition de la directive Omnibus par l'Ordonnance du 22 décembre 2021 : en route vers la répression !

Jean-Marie BRIGANT

DÉCRYPTAGE 38

- Le fonds de pérennité : quel avenir ?

Stéphane COUCHOUX

[Attractivité des marchés financiers : la réforme de la bourse de Tokyo, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2022/3, p. 5](#)

DOCTRINE  M. ISHIKAWA

20/12/2022

[Introductory remarks, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2022/3, p. 9-12](#)

DOCTRINE  V. JAMET


20/12/2022

[MREL, aléa moral et procyclicité, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2022/3, p. 13-19](#)

DOCTRINE  B. KONARÉ


20/12/2022

[Faut-il davantage réguler les « services hors notation de crédit » des agences au nom de la lutte contre la procyclicité ?, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2022/3, p. 20-27](#)

DOCTRINE  A. MASSENGO


20/12/2022

[Indices financiers et procyclicité, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2022/3, p. 28-40](#)

DOCTRINE  E. LECOMTE


20/12/2022

[Financial Regulation and regulation of electricity, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2022/3, p. 45-50](#)

DOCTRINE  TH. BONNEAU


20/12/2022

[Le smart contract entre fausses pistes et angles morts, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2022/3, p. 51-59](#)

DOCTRINE  B. MATHIS - A. GASSER

20/12/2022

[Chronique sur les clauses abusives dans les contrats bancaires et financiers, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2022/3, p. 63-78](#)

DOCTRINE  J. SLADIC - M. COMBET


20/12/2022

[EBA recommendations' referability and limited invocability, the difficult road towards EU soft law judicial review A look at the BT v. BNB case, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2022/3, p. 79-84](#)

DOCTRINE  D. QUELHAS

20/12/2022

[Précisions relatives au régime de l'obligation précontractuelle d'information en matière de contrats collectifs d'assurance-vie « unit-linked », *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2022/3, p. 86-90](#)

DOCTRINE  P. PAILLER

20/12/2022

[Travaux de l'AICA, R.I.S.F.-I.J.F.S., 2022/3, p. 91-94](#)

DOCTRINE  T. GÉRARD

20/12/2022

Actualité des procédures collectives, n° 20 du 09 décembre 2022

Sommaire du numéro

Repère

CONCILIATION

Conciliation : les sûretés garantissant une avance donnant naissance à une nouvelle créance survivent à la caducité de l'accord

N° 256 - Par Lionel ANDREU

[Consulter le PDF](#)

Alertes

Caducité de l'accord de conciliation et sort des sûretés consenties dans le cadre de l'accord

N° 257

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONDITIONS D'OUVERTURE - ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

Les premières applications de la loi du 14 février 2022 : illustration de l'ouverture d'une liquidation judiciaire simplifiée à l'égard du seul patrimoine professionnel

N° 258

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONDITIONS D'OUVERTURE - ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

Les premières applications de la loi du 14 février 2022 : illustration de l'ouverture d'une liquidation judiciaire simplifiée à l'égard du patrimoine professionnel et personnel

N° 259

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DE CRÉANCE

Incompétence du juge du fond sur la régularité des déclarations de créance

N° 260

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Quelle influence de la reconnaissance d'une UES sur la procédure de licenciement pour motif économique prononcé à la suite de l'ouverture d'une liquidation judiciaire ?

N° 261 - Par Laurence FIN-LANGER

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Comment le juge prud'homal sorti par la porte des règles du licenciement économique revient par la fenêtre !

N° 262 - Par Laurence FIN-LANGER

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Enfin une réponse claire : le défaut de pouvoir de licencier est sanctionné par le défaut de cause réelle et sérieuse

N° 263

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Un rappel nécessaire : les créances salariales antérieures restent soumises au droit des procédures collectives y compris après le plan

N° 264

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Recours subrogatoire du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante contre un employeur en liquidation judiciaire

N° 265

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Ni l'AGS ni le liquidateur ne peuvent demander la requalification d'un CDD en CDI

N° 266

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Absence de caractère subsidiaire de l'intervention de l'AGS en redressement judiciaire

N° 267

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

À qui faut-il communiquer les conclusions destinées à l'AGS dans une instance prud'homale en cours ?

N° 268

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ DES MANDATAIRES

La société d'exercice d'un mandataire judiciaire peut être assignée pour une faute commise par ce dernier

N° 269 - Par Maxime DIESBECQ

[Consulter le PDF](#)

Cahiers de droit de l'entreprise, n° 6 du 01 novembre 2022

Sommaire du numéro

Éditorial

LANCEUR D'ALERTE

Décret d'application de la loi Wasserman : des imprécisions et des questions en suspens...

N° 6 - Par Hélène BERION

[Consulter le PDF](#)

Deux mois déjà

DROIT DES AFFAIRES

Lanceurs d'alerte : modalités d'établissement des procédures internes de recueil et de traitement des signalements.

N° 99

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

La sous-traitance de travaux comptables, sans détention de la qualité d'expert-comptable, caractérise un exercice illégal de la profession.

N° 100

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Extinction des publicités lumineuses entre 1h et 6h du matin.

N° 101

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

La possible protection autonome d'une sous-base de données.

N° 102

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Vers une application du droit de rétractation aux associations ?

N° 103

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

11 recommandations pour sécuriser et simplifier les transmissions d'entreprise.

N° 104

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Détermination de l'assureur tenu à garantie en cas de polices successives souscrites en base réclamation.

N° 105

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Modalités de révocation du directeur général d'une SAS.

N° 106

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Les conditions dans lesquelles le démarchage téléphonique des consommateurs est autorisé sont précisées.

N° 107

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Contrat de distribution exclusive : pas de transfert automatique lors d'une cession de fonds de commerce.

N° 108

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

« Made in France » : de nouveaux dispositifs de soutien à la relocalisation industrielle.

N° 109

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

Généralisation de la facturation électronique dans les transactions entre assujettis à la TVA et à la transmission des données de transaction.

N° 110

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

Le nouveau cadre international de transparence applicable aux cryptoactifs.

N° 111

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

Les locaux hébergeant des serveurs informatiques ne constituent pas des locaux de stockage.

N° 112

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

Modernisation du crédit d'impôt pour la filière du jeu vidéo.

N° 113

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

AT-MP : l'action en contestation par l'employeur du taux d'IPP se prescrit par 5 ans.

N° 114

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Le CSE ne peut pas invoquer l'illégalité d'une clause d'un accord de participation qu'il a lui-même signé.

N° 115

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Emploi illicite de salariés le dimanche : les caisses automatiques n'ont pas bon dos !

N° 116

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Instances dirigeantes : les entreprises doivent déclarer les écarts de représentation femmes-hommes sur un site dédié.

N° 117

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

11 recommandations pour sécuriser et simplifier les transmissions d'entreprises

N° 118 - Par Olivier DE MATTOS et Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

« Made in France » : de nouveaux dispositifs de soutien à la relocalisation industrielle

N° 119 - Par Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)**Table ronde**

GOUVERNANCE

La place du directeur juridique et du directeur de la conformité au sein de l'entreprise

N° 6 - Par Stéphane ALAPHILIPPE , Véronique PÉCOURT , Xavier HUBERT et Cori

CABISTANY

[Consulter le PDF](#)**Dossier**

DROIT DU TRAVAIL

Les enjeux contemporains du droit du travail : la révolution permanente ?

N° 43 - Par Frédérique CASSEREAU

[Consulter le PDF](#)

SANTÉ MENTALE AU TRAVAIL

« Initials 3B : burn, bore et brown-out »

N° 44 - Par Frédérique CASSEREAU et Laura BOCAERT

[Consulter le PDF](#)

ENVIRONNEMENT

À la recherche d'une « Greta Place to Work » ?

N° 45 - Par Frédérique CASSEREAU , Myrtille DUBOIS-CARMINE et Violaine GOUX

[Consulter le PDF](#)

EUROPE

Europe sociale : à la recherche du temps perdu

N° 46 - Par Frédérique CASSEREAU et Anaël ANDRÉ

[Consulter le PDF](#)**Cahiers pratiques**

DIRECTION GÉNÉRALE | DONNÉES PERSONNELLES

Données personnelles : le respect du droit à l'information par le responsable de traitement

N° 26

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION FINANCIÈRE | FACTURATION ÉLECTRONIQUE

Facturation électronique et transmission des données

N° 27

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION COMMERCIALE | BAIL COMMERCIAL

Révision conventionnelle du loyer d'un bail commercial

N° 28

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | ABANDON DE POSTE

Vers une présomption de démission en cas d'abandon de poste

N° 29

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION | DATA SCRAPING

Data scraping : la difficulté de naviguer entre différents droits

N° 30 - Par Julie SCHWARTZ , Gabriel LECORDIER et Anaïs LIGOT

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 49 du 12 décembre 2022

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

(Dé)tresse du genre

N° 1396 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | JUSTICE

La petite menteuse, de Pascale Robert-Diard

N° 1397 - Par Anaïs COIGNAC

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | OPEN DATA

Du positionnement des décisions des juges du fond

N° 1398 - Par Xavier HENRY

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES

Pertes d'exploitation et Covid-19 : la Cour de cassation statue en faveur d'AXA

N° 1399

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | VENTE IMMOBILIÈRE

L'éviction suppose un trouble actuel et non simplement éventuel

N° 1400

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 21 au 27 novembre 2022

N° 1401

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | SUCCESSIONS ET LIBÉRALITÉS

Pas de testament mystique sans aptitude à relire le texte de ses dernières volontés

N° 1402 - Par Gilles RAOUL-CORMEIL

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Violation des dispositions d'un contrat de licence de logiciel : la Cour de cassation remet la jurisprudence en place

N° 1403 - Par Bertrand WARUSFEL

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JUSTICE

La circulaire relative à l'annonce de décès survenus dans un contexte judiciaire est publiée

N° 1404

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CRIMES ET DÉLITS

Corruption : solde des poursuites pénales à l'encontre d'Airbus moyennant une amende de 15,9 millions d'euros

N° 1405

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Publication d'une étude sur le djihadisme français

N° 1406

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Journal officiel du 24 novembre au 7 décembre 2022

N° 1407

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 7 au 20 novembre 2022

N° 1408

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Dépassement du délai raisonnable et validité de la procédure

N° 1409 - Par Pierre-Jérôme DELAGE et Pierre-Philippe BOUTRON-MARMION

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRIBUNAUX DE COMMERCE

Taux de référence relatif à la bourse commune des greffiers des tribunaux de commerce pour l'année 2022

N° 1410

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISES

Publication du 9e rapport du Haut comité de gouvernement d'entreprise

N° 1411

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 1er au 7 décembre 2022

N° 1412

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 21 au 27 novembre 2022

N° 1413

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 1er au 7 décembre 2022

N° 1414

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 21 au 27 novembre 2022

N° 1415

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL

Obligation de réserve religieuse des salariés du service public versus principe de non-discrimination

N° 1416 - Par Joël COLONNA et Virginie RENAUX-PERSONNIC

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | SANTÉ PUBLIQUE

Droits humains des personnes intersexuées, enfin des progrès en France !

N° 1417 - Par Benjamin MORON-PUECH

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Le recours en excès de pouvoir bouge encore un peu

N° 1418 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ORDRE PUBLIC

[Troubles à l'ordre public : maire ou préfet ?](#)

N° 1419 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | DÉONTOLOGIE

[Modalités et critères de désignation des référents déontologues de l'élu local](#)

N° 1420

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PRISONS

[Le Contrôleur général des lieux de privation de liberté appelle à repenser les dispositifs d'évaluation des personnes détenues](#)

N° 1421

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 1er au 7 décembre 2022](#)

N° 1422

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | PROCÉDURES FISCALES

[L'application de la prescription abrégée au regard de la fictivité du PACS dans la procédure d'abus de droit fiscal](#)

N° 1423 - Par Solène COMBE

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

[Le Conseil constitutionnel à Montpellier](#)

N° 1424 - Par Guylain CLAMOUR

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine

L'ÉTUDE | JURIDICTIONS COMMERCIALES

[Marchés captifs et marchés concurrentiels dans la concurrence judiciaire franco-britannique](#)

N° 1425 - Par Gilles CUNIBERTI

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

[Droit des contrats](#)

N° 1426 - Par Paul GROSSER , Grégoire LOISEAU , Georges VIRASSAMY et Yves-Marie SERINET

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MARCHÉS FINANCIERS

[« Trois ans après son premier rapport sur l'activisme actionnarial, le Club des juristes fait le point sur la réglementation dans un contexte renouvelé »](#)

N° 1427

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 49 du 08 décembre 2022

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[3 QUESTIONS - Actualité du droit des entreprises en difficulté](#)

N° 1024 - Par Nicolas BORGA et Thomas MASTRULLO

[Consulter le PDF](#)

PROFESSION

[Vers une évolution du statut de consultant juridique étranger ?](#)

N° 1025

[Consulter le PDF](#)

JOURNAL OFFICIEL

[Entrée en vigueur](#)

N° 1026

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

[Le DUERP](#)

N° 1027

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

[Code des entreprises en difficulté](#)

N° 1028

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

[L'entrepreneuriat féminin en France](#)

N° 1029

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | ASSURANCE

[Covid-19 et assurance des pertes d'exploitation](#)

N° 1030

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ASSURANCE

[Courtiers : l'ACPR lance son enquête 2022 sur les risques BC/FT](#)

N° 1031

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

[Exemption de responsabilité du prestataire de services de paiement en cas d'opération de paiement non autorisée](#)

N° 1032

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

[Responsabilité du banquier et rupture abusive des concours bancaires](#)

N° 1033

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Association foncière urbaine libre : l'ouverture d'un compte bancaire en son nom par un tiers titulaire d'une mission d'assistance est possible

N° 1034

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Subventions étrangères faussant le marché intérieur : le règlement définitivement adopté

N° 1035

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

RSE : feu vert définitif du Conseil de l'UE pour la directive CSRD

N° 1036

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Publication du 9e rapport du Haut comité de gouvernement d'entreprise

N° 1037

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Gouvernement d'entreprise et rémunération des sociétés cotées : l'AMF publie son rapport 2022

N° 1038

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Finance numérique : le règlement DORA définitivement adopté par le Conseil de l'UE

N° 1039

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

La directive SRI 2 définitivement adoptée par le Conseil de l'UE

N° 1040

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Sécurité générale des produits : accord provisoire entre le PE et le Conseil sur de nouvelles règles

N° 1041

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Opposabilité d'une fusion-absorption à défaut de l'accomplissement des formalités de publicité

N° 1042

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SÛRETÉS

Nantissement de compte-titres et bénéfice de subrogation

N° 1043

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

Reconnaissance d'une faute inexcusable : l'absence de manquement aux règles de sécurité constatée par le juge pénal lie le juge civil

N° 1044

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Déduction forfaitaire des cotisations patronales sur les heures supplémentaires pour les entreprises d'au moins 20 et de moins de 250 salariés

N° 1045

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | UNION EUROPÉENNE

Les lignes directrices de 2022 pour les politiques de l'emploi des États membres de l'UE sont adoptées

N° 1046

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | ENREGISTREMENT

Droits d'enregistrement : la cession de l'usufruit de droits sociaux ne peut être qualifiée de cession de droits sociaux

N° 1047

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Commentaires administratifs du régime fiscal de l'entrepreneur individuel et de l'extinction du statut de l'EIRL

N° 1048

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Déductibilité des charges supportées par une société confondante postérieurement à une TUP en exécution d'engagements hors bilan de la société confondue

N° 1049

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Une provision n'est déductible que si elle a été constatée dans les écritures de l'exercice conformément aux prescriptions comptables

N° 1050

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | LOI DE FINANCES

La 2nde loi de finances rectificative pour 2022 est publiée

N° 1051

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Le délai spécial de reprise en cas d'enquête judiciaire pour fraude fiscale ne s'applique pas qu'aux impositions dues au titre des années visées par la plainte

N° 1052

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TAXES DIVERSES

Calcul de la valeur ajoutée : déductibilité des loyers perçus par une société afférents à des biens non pris en location par elle-même

N° 1053

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

La lutte contre les sociétés fictives : regards croisés

N° 1396 - Par Benoit LECOURT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[La lutte contre les sociétés fictives : le regard du commercialiste](#)

N° 1397 - Par Benoit LECOURT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT PÉNAL

[La lutte contre les sociétés fictives : le regard de la pénaliste](#)

N° 1398 - Par Raphaële PARIZOT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT FISCAL

[La lutte contre les sociétés fictives : le regard de la fiscaliste](#)

N° 1399 - Par Marilyne SADOWSKY

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DU TRAVAIL

[La lutte contre les sociétés fictives : le regard du travailliste](#)

N° 1400 - Par Gilles AUZERO

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

[Travail à temps partiel et conclusion d'un avenant de complément d'heures](#)

N° 1401 - Par Gérard VACHET

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FRAUDE FISCALE

[Prise en charge d'une indemnité contractuelle par une filiale française d'un groupe étranger : absence d'acte anormal de gestion et de transfert indirect de bénéfices en présence de contreparties](#)

N° 1402 - Par D. F.

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 50 du 15 décembre 2022

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

SOCIÉTÉ

3 QUESTIONS - L'application d'un contrat d'acquisition d'actions au temps de la Covid

N° 1054 - Par Faustine PAOLUZZO et Alexandre DEJARDIN

ENVIRONNEMENT

La négociation d'un traité international sur l'élimination de la pollution par les plastiques suit son cours

N° 1055

BIBLIOGRAPHIE

Droit des personnes

N° 1056

BIBLIOGRAPHIE

Le droit pénal fait son cinéma

N° 1057

DONNÉES CHIFFRÉES

Emplois français du secteur marchand sous contrôle étranger

N° 1058

Actualités

AFFAIRES | CONCURRENCE

Le seul détournement du fichier clientèle d'un concurrent pour démarcher sa clientèle constitue un procédé déloyal

N° 1059

AFFAIRES | CONCURRENCE

Rupture brutale : le changement de mode d'approvisionnement aux mêmes conditions tarifaires ne caractérise pas une modification substantielle de la relation commerciale interdite durant le préavis

N° 1060

AFFAIRES | CONSOMMATION

Négociations commerciales 2023 : signature d'un accord entre des fédérations professionnelles de fournisseurs et les représentants de la grande distribution

N° 1061

AFFAIRES | ENTREPRISE

Devoir de vigilance pour les grandes entreprises : le Conseil est prêt pour le trilogue

N° 1062

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

Pacte vert pour l'Europe : nouvelles règles relatives aux emballages et aux déchets

N° 1063

AFFAIRES | INFRACTIONS ÉCONOMIQUES

Paquet LBC/FT : le Conseil de l'UE arrête sa position sur un corpus réglementaire renforcé

N° 1064

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Union des marchés des capitaux : de nouvelles propositions sur la compensation, l'insolvabilité et la cotation des entreprises

N° 1065

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Droit à l'oubli : la CJUE apporte des précisions sur les obligations de Google en cas de demande de déréférencement d'un contenu inexact

N° 1066

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

La CNIL rappelle les obligations à respecter pour vendre licitement un fichier clients

N° 1067

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Crédit à la consommation : accord politique sur la proposition de directive

N° 1068

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

SAS : les clauses statutaires d'exclusion d'un associé sont constitutionnelles

N° 1069

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Sociétés cotées : publication de la directive pour une représentation plus équilibrée entre les hommes et les femmes au sein des conseils d'administration

N° 1070

AFFAIRES | URBANISME

Exigences de performance énergétique et environnementale des constructions temporaires : l'entrée en vigueur des règles est décalée au 1er juillet 2023

N° 1071

AFFAIRES | VENTE

L'éviction suppose un trouble actuel et non simplement éventuel

N° 1072

SOCIAL | ÉPARGNE SALARIALE

Une construction non attenante à la résidence principale n'ouvre pas droit au déblocage anticipé

N° 1073

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Inaptitude : champ du contrôle judiciaire sur l'avis du médecin du travail

N° 1074

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Inaptitude : l'avis non contesté du médecin du travail s'impose aux parties

N° 1075

SOCIAL | TRAVAIL

L'OIT publie un guide pour lutter contre les violences et le harcèlement au travail

N° 1076

FISCAL | TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Remise en cause du droit à déduction en cas de fraude : illustration des éléments de preuve

N° 1077

FISCAL | UNION EUROPÉENNE

Le règlement établissant le guichet unique douanier est publié

N° 1078

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Les pactes d'actionnaires et d'associés

N° 1403 - Par Matthieu BROCHIER et Sophie SCHILLER

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Expertise de l'article 1843-4 : expertise... glissante ?

N° 1404 - Par Bruno DONDERO

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

La fraude, qui dit être recherchée d'office par le juge du fond, permet de rechercher la responsabilité pénale de la société absorbante pour des faits commis par la société absorbée

N° 1405 - Par Philippe CASSON

AFFAIRES | CONTENTIEUX

L'analyse économique au service de la détermination de la causalité du préjudice

N° 1406 - Par Maurice NUSSENBAUM

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Panneaux photovoltaïques : le consommateur est présumé connaître les vices du bon de commande reproduisant les dispositions du Code de la consommation

N° 1407 - Par Louis FÉRIEL

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Vente hors établissement : à peine de nullité, le contrat doit mentionner la faculté pour le consommateur de se rétracter

N° 1408 - Par Nicolas DISSAUX

SOCIAL | LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE

État de santé ou motif économique : la recherche de la véritable cause du licenciement

N° 1409 - Par Céline LEBORGNE-INGELAERE

FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Traitement fiscal de la réévaluation d'éléments d'actif des sociétés de personnes non soumises à l'IS

N° 1410 - Par Grégory ABATE

Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, n° 6 du 12 décembre 2022

Sommaire du numéro

Éditorial

DROITS HUMAINS

[L'union « articulée » fait la force](#)

N° 246 - Par Roxana FAMILY

[Consulter le PDF](#)

Actualités

FOCUS | CORRUPTION

[Corruption, souveraineté, conformité : enjeux et perspectives en France et aux États-Unis - Retour sur la conférence du 3 octobre 2022](#)

N° 247 - Par Éric RUSSO

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COMPLIANCE ET ÉTHIQUE DES AFFAIRES - FRANCE

[Adoption par le Sénat d'un rapport relatif à la RSE](#)

N° 248

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENERGIE FOSSILE

[Fin annoncée du soutien public aux nouveaux projets d'énergie fossile](#)

N° 249

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | GREENPEACE

[Publication d'un rapport par Greenpeace accusant TotalEnergies de minimiser ses émissions carbone](#)

N° 250

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SSMSI

[Publication d'un rapport sur les atteintes à la probité enregistrées depuis 2016](#)

N° 251

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MEDEF

[Publication de l'édition 2022 du baromètre national de perception de la RSE en entreprise par le MEDEF](#)

N° 252

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BAROMÈTRE FRAUDE

[Publication du baromètre Fraude 2022 d'Allianz Trade et de DFCG](#)

N° 253

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

[Publication du second diagnostic national de l'AFA sur les dispositifs anticorruption dans les entreprises](#)

N° 254 [Consulter le PDF](#)

VEILLE | CJIP

[Signature d'une CJIP par le Crédit Suisse pour éviter des poursuites en matière de blanchiment de fraude fiscale](#)

N° 255 [Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

[Belgique : le devoir de vigilance de nouveau en discussion à la Chambre des représentants belge](#)

N° 256 [Consulter le PDF](#)

VEILLE | HONGRIE

[Hongrie : adoption d'une série de projets de loi anticorruption sous la menace de la perte de fonds européens](#)

N° 257 [Consulter le PDF](#)

VEILLE | UNION EUROPÉENNE

[UE : adoption du 8e paquet de sanctions à l'encontre de la Russie](#)

N° 258 [Consulter le PDF](#)

VEILLE | UNION EUROPÉENNE

[UE : publication d'une mise à jour de la FAQ sur les sanctions à l'égard de la Russie par la Commission européenne](#)

N° 259 [Consulter le PDF](#)

VEILLE | UNION EUROPÉENNE

[UE : publication d'une proposition de règlement sur la cyberrésilience par la Commission européenne](#)

N° 260 [Consulter le PDF](#)

VEILLE | UNION EUROPÉENNE

[UE : publication d'un rapport sur les droits de l'Homme dans le secteur financier par Luxembourg for Finance](#)

N° 261 [Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

[États-Unis : adoption d'un décret encadrant le transfert de données personnelles avec l'UE](#)

N° 262 [Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

[États-Unis : seconde amende pour la société Oracle prononcée par la SEC pour mettre fin à des poursuites pour violations du FCPA](#)

N° 263 [Consulter le PDF](#)

VEILLE | ROYAUME-UNI

[Royaume-Uni : présentation d'un projet de loi pour renforcer la lutte contre la criminalité économique dans le secteur privé](#)

N° 264 [Consulter le PDF](#)

VEILLE | ROYAUME-UNI

[Royaume-Uni : publication du rapport annuel de la SRA relatif à la lutte contre le](#)

blanchiment d'argent

N° 265

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | GAFI

International : mise à jour par le GAFI des listes de juridictions à risque

N° 266

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TRANSPARENCY INTERNATIONAL

International : publication d'un rapport de Transparency International

N° 267 - Par Isabelle BUFFLIER

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES ET DROITS HUMAINS - FRANCE

Complicité de crimes de guerre : plainte contre TotalEnergies dans le cadre du conflit en Ukraine

N° 268

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DEVOIR DE VIGILANCE

Devoir de vigilance : mise en demeure de 9 entreprises pour non-respect lié à leur utilisation du plastique

N° 269

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BNP PARIBAS

Devoir de vigilance : mise en demeure de BNP Paribas de cesser de financer les énergies fossiles

N° 270

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BNP PARIBAS

Devoir de vigilance : mise en demeure de BNP Paribas pour déforestation

N° 271

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PRÉJUDICE ÉCOLOGIQUE

Préjudice écologique : assignation en France pour des préjudices en RDC

N° 272

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TAXONOMIE VERTE

Taxonomie verte : rapport de l'AMF sur le reporting des sociétés cotées

N° 273

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

Reporting de durabilité : adoption de la directive CSRD

N° 274

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

Birmanie : rapport d'Amnesty International sur la responsabilité de Facebook

N° 275

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CHANGEMENT CLIMATIQUE

Climat : décisions de la COP27

N° 276 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)**Dossier**

INTRODUCTION

[La responsabilité du dirigeant face aux faits de corruption](#)

N° 277 - Par Kami HAERI et Éric RUSSO

[Consulter le PDF](#)

LA RESPONSABILITÉ DU DIRIGEANT FACE AUX FAITS DE CORRUPTION - UN RISQUE À PLUSIEURS VISAGES

[La protection de l'information confidentielle dans les enquêtes pénales portant sur le dirigeant](#)

N° 278 - Par Kami HAERI

[Consulter le PDF](#)

LA RESPONSABILITÉ DU DIRIGEANT FACE AUX FAITS DE CORRUPTION - UN RISQUE À PLUSIEURS VISAGES

[Corruption : quelle responsabilité pénale pour le dirigeant ?](#)

N° 279 - Par Éric RUSSO

[Consulter le PDF](#)

LA RESPONSABILITÉ DU DIRIGEANT FACE AUX FAITS DE CORRUPTION - UN RISQUE À PLUSIEURS VISAGES

[Renewed Focus of U.S. Prosecutors on Individual Accountability](#)

N° 280 - Par Tai H. PARK et Kayla A. FELD

[Consulter le PDF](#)

LA RESPONSABILITÉ DU DIRIGEANT FACE AUX FAITS DE CORRUPTION - UN RISQUE À PLUSIEURS VISAGES

[Corruption and Follow On Securities Claims Against Directors in the UK](#)

N° 281 - Par Julianne HUGHES JENNETT et Ruihan LIU

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



CADEAUX ET INVITATIONS

[Orchestrer les politiques cadeaux et invitations](#)

N° 282 - Par Stéphanie DOMINGUEZ

[Consulter le PDF](#)

DÉFORESTATION

[The Proposed EU Regulation on Deforestation-Free Products](#)

N° 283 - Par Arnaldo BERNARDI et Athena ARBES

[Consulter le PDF](#)

LANCEUR D'ALERTE

[Lanceurs d'alerte : un décret d'application lacunaire ne répondant pas aux attentes des entreprises](#)

N° 284 - Par William FEUGÈRE

[Consulter le PDF](#)

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ÉCONOMIQUE

[Implications of DOJ's New Guidance on Corporate Criminal Enforcement](#)

N° 285 - Par Daniel KAHN

[Consulter le PDF](#)

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ÉCONOMIQUE

[Implications of DOJ's New Guidance and Comparison with the French Legal System](#)

N° 286 - Par Daniel KAHN et Sophie SCEMLA

[Consulter le PDF](#)

TRAVAIL FORCÉ

[Les réglementations émergentes sur l'interdiction des produits issus du travail forcé](#)

N° 287 - Par Ophélie CLAUDE et Camille GHILARDI

[Consulter le PDF](#)

Cahiers pratiques



SANCTIONS INTERNATIONALES

The Elements of Good Trade Sanctions Judgment

N° 288 - Par Michael H. HUNEKE et Jan DUNIN-WASOWICZ

[Consulter le PDF](#)

Revue des procédures collectives civiles et commerciales, n° 6 du 01 novembre 2022

Sommaire du numéro

Repère

ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

L'EI à un euro !

N° 6 - Par Philippe ROUSSEL GALLE

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | PGE

Restructuration des PGE : additionnalité, égalité, proportionnalité

N° 29 - Par Denis MEYER et Cédric JOUBERT

[Consulter le PDF](#)

FOCUS | ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

15 juin 2022 – 15 août 2022

N° 30 - Par Florent PETIT et Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CNGTC

Prix des Masters 2022 du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce

N° 31

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | CODE DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ 2023

Code des entreprises en difficulté 2023

N° 32

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Droit des entreprises en difficulté

N° 33

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | DROIT DES SÛRETÉS

Droit des sûretés

N° 34

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | NOTES DE LECTURE

NOTES DE LECTURE

N° 35 - Par Philippe ROUSSEL GALLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES TEXTES | VEILLE DES TEXTES

Du 30 septembre au 30 novembre 2022

N° 36

[Consulter le PDF](#)

Étude

CAUTIONNEMENT

L'efficacité du cautionnement à l'épreuve du traitement de l'insolvabilité : l'affaiblissement incertain de la sûreté face aux mesures de restructuration de la dette principale

N° 10 - Par Michael TOTA

[Consulter le PDF](#)

Chronique

PANORAMA DE JURISPRUDENCE

Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté

N° 1

Commentaires

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | ENTRETIEN DE PRÉVENTION

L'entretien de prévention doit être une prise de conscience par le débiteur de la réalité de sa situation économique

N° 91 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | PRÉVENTION. DÉLOCALISATION

Précisions sur la procédure de délocalisation d'une mesure de prévention

N° 92 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | CONCILIATION. CONDITIONS D'OUVERTURE

Absence de cessation des paiements depuis plus de 45 jours : valeur de l'attestation de l'expert-comptable

N° 93 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | CONCILIATION. CONDITIONS D'OUVERTURE

Condition pour bénéficier d'une mesure de conciliation : exercice d'une activité commerciale

N° 94 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | CONCILIATION. CONDITIONS D'OUVERTURE

Date à prendre en compte pour déterminer l'absence de cessation des paiements depuis plus de 45 jours lors de l'ouverture d'une conciliation

N° 95 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | CONCILIATION. PRÉSIDENT DU TRIBUNAL

Nécessaire vérification préalable de la compétence de la juridiction saisie

N° 96 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | CONCILIATION. PRÉSIDENT DU TRIBUNAL

Le président a son mot à dire sur le choix du conciliateur proposé par le débiteur

N° 97 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | CONCILIATION. MINISTÈRE PUBLIC

Rôle du ministère public sollicité pour donner son avis sur la rémunération du conciliateur

N° 98 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | CONCILIATION. MINISTÈRE PUBLIC

Le ministère public : organe de contrôle à l'ouverture de la conciliation et aide à la prise de décision

N° 99 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | CONCILIATION. MINISTÈRE PUBLIC

Communication par le ministère public de pièces extraites d'une procédure pénale

N° 100 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | CONFIDENTIALITÉ

Temporalité de la demande de levée de la confidentialité

N° 101 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | CONFIDENTIALITÉ

Périmètre de l'obligation de confidentialité

N° 102 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS

Nouvelles références au recours ou à l'absence de recours à la prévention pris en compte dans les sanctions

N° 103 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | ALERTE ÉCONOMIQUE

Droit d'alerte économique dans les entreprises dotées de CSE d'établissement

N° 104 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Contestation du contrat de travail

N° 105 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Notion de difficultés économiques

N° 106 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | OBLIGATION DE RECLASSEMENT

Précisions sur le contenu des offres de reclassement

N° 107 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | OBLIGATION DE RECLASSEMENT

Modification du contrat de travail et obligation de reclassement

N° 108 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | PRIORITÉ DE RÉEMBAUCHAGE

Non-respect de la priorité de réembauchage

N° 109 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | PROCÉDURE

Régime de la publicité des débats

N° 110 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | DIRIGEANTS

Dirigeant de fait : appréciation préalable à l'examen d'éventuelles fautes de gestion ; subordination économique avec un client ; délégation de pouvoirs très large ; action en

toute indépendance

N° 111 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | DIRIGEANTS

Dirigeant mis personnellement en liquidation judiciaire

N° 112 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | FAUTES DE GESTION

Faute de gestion ou simple négligence : à la recherche de critères objectifs

N° 113 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | FAUTES DE GESTION

Remboursement d'un compte courant d'associé d'une société en difficulté

N° 114 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | FAILLITE PERSONNELLE

Poursuite abusive d'une exploitation déficitaire ne pouvant conduire qu'à la cessation des paiements

N° 115 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | FAILLITE PERSONNELLE OU INTERDICTION DE GÉRER

Insuffisances et irrégularités comptables. Défaut de déclaration de la cessation des paiements

N° 116 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES TIERS | BANQUIER DISPENSATEUR DE CRÉDIT

Caractère fautif du crédit consenti, préalable indispensable à la mise en œuvre de la responsabilité du créancier

N° 117 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES TIERS | BANQUIER DISPENSATEUR DE CRÉDIT

Devoir de mise en garde de la caution. Répartition de la charge de la preuve du risque d'endettement excessif entre la banque et la caution

N° 118 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

Dossier



ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

La défaillance économique de la personne physique

N° 38 - Par Eugénie FABRIÈS-LECEA

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

La nouvelle architecture des procédures de défaillance économique

N° 39 - Par Francine MACORIG-VENIER

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

Le tribunal de la procédure collective : chef d'orchestre des procédures de défaillance économique

N° 40 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

[La séparation des patrimoines, nouvel opus de l'entrepreneur individuel](#)

N° 41 - Par Marie-Hélène MONSÉRIÉ-BON

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

[Retour sur l'insaisissabilité des biens](#)

N° 42 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

INDIVISION

[Des perturbations venues de l'indivision](#)

N° 43 - Par Sabrina DELRIEU et Myriam CAZAJUS

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

[Vivre en procédure collective](#)

N° 44 - Par Béatrice AMIZET

[Consulter le PDF](#)

DESSAISSEMENT

[Entre dessaisissement et droits propres](#)

N° 45 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

DÉBITEUR PERSONNE PHYSIQUE

[La situation de l'époux du débiteur marié ou divorcé](#)

N° 46 - Par Cécile LISANTI et Marie-Pierre DUMONT

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

[Rebondir après la procédure collective](#)

N° 47 - Par Véronique MARTINEAU-BOURGNINAUD

[Consulter le PDF](#)

DÉBITEUR PERSONNE PHYSIQUE

[Les fluctuations des sanctions](#)

N° 48 - Par Corinne MASCALA

[Consulter le PDF](#)

À la une

Naissance du patrimoine de l'entrepreneur individuel : que faut-il comprendre de l'article L. 526-23 du Code de commerce ?

étude par Lucie WATRIN

Le nouveau statut d'entrepreneur individuel sépare le patrimoine personnel du patrimoine professionnel. Toutefois, d'une lecture malaisée, l'article L. 526-23 du Code de commerce, qui précise quand la protection offerte par ce patrimoine affecté commence, pose un certain nombre de questions.



©RomanR_AdobeStock

Actualité

CNB : la cotisation annuelle augmentera de 50 euros

focus

Technique

Le métavers et les avocats : marché virtuel ou réel ?

par Solenne BRUGÈRE et Benjamin PITCHO

Jurisprudence

Liberté d'expression : condamnation de la France pour disproportion de la peine infligée à une militante « Femen »

note par Evan RASCHEL
sous CEDH, 5^e sect., 13 oct. 2022

Gazette Spécialisée

DROIT DU TRAVAIL
ET DE LA PROTECTION SOCIALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Alain SAURET

Président du conseil scientifique de FIDERE Avocats

• Alexis BUGADA

Professeur à l'université d'Aix-Marseille

• Geoffroy DE RAINCOURT

Avocat au barreau de Paris, associé gérant, FIDERE Avocats

AVEC LA PARTICIPATION DE

Olivier ANDRÉ, Jessica ATTALI-COLAS, Léa BENSOUSSAN, Marine FERRERI, Erwane HADJADJ, Salira HARIR, Pierre LE COHU, Géraud MÉGRET, Émilie PERRIN, Geoffroy DE RAINCOURT, Vincent ROULET et Sophie SERENO



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

P-DG, Directeur de la publication : Bruno Vergé
Directrice générale déléguée : Emmanuelle Filiberti
Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40
Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité :

benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2023

* Prix TTC au n° : 20 €
+ frais de port

* Abonnement France (un an) :

Journal seul : 570,74 € TTC

Recueils + table seuls : 556,45 € TTC

Journal, recueil + table : 764,73 €

Abonnement feuilletable numérique : 244,02 € TTC

* Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 645 €

Journal, recueil + table : 859 €

Abonnement feuilletable numérique : 239 €

Internet :

gazette-du-palais.fr

Twitter : [@LextensoAvocat](https://twitter.com/LextensoAvocat)

Commission paritaire n° 0523 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 689 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL444a0 ■ CNB : la cotisation annuelle augmentera de 50 euros 3
- GPL443u3 ■ Les juristes d'entreprise suisses sur le point d'obtenir
une protection de leurs avis 6
- GPL444a1 ■ Commissaires de justice : « les attentes sont immenses » 7


Doctrine

- GPL443l4 ■ Naissance du patrimoine de l'entrepreneur individuel :
que faut-il comprendre de l'article L. 526-23 du Code de commerce ?
étude par Lucie WATRIN 9

Technique

- GPL443w9 ■ Le métavers et les avocats : marché virtuel ou réel ?
par Solenne BRUGÈRE et Benjamin PITCHO 13

Jurisprudence

- GPL443o8 ■ Liberté d'expression : condamnation de la France
pour disproportion de la peine infligée à une militante « Femen »
note par Evan RASCHEL sous CEDH, 5^e sect., 13 oct. 2022 16
- GPL443g7 ■ Le journaliste surveillé, un tiers au recours effectif
note par Jérôme BOSSAN sous Cons. const., QPC, 28 oct. 2022 19
- GPL443r0 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 23
- GPL443t9 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 29
- GPL443m1 ■ Panorama de jurisprudence de la cour d'appel de Montpellier
sous la coordination scientifique de Christophe ALBIGES 32
- GPL442n6 ■ Chronique de jurisprudence de droit et de déontologie
de la profession d'avocat
sous la direction de Jean VILLACÈQUE
avec la collaboration d'Alain ANDORNO, Bertrand de BELVAL, Jean-Luc GAINETON
et Daniel LANDRY <https://lext.so/GPL442n6> 

Aux marches du Palais

Portrait

- GPL444a6 ■ Arnaud Granger, bâtonnier d'Angers 39

Gazette Spécialisée

DROIT DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE 41

Sous la responsabilité scientifique de
Alain SAURET, Alexis BUGADA
et Geoffroy DE RAINCOURT

**Nous informons nos lecteurs que la parution de la Gazette du Palais
reprendra le 10 janvier 2023
Excellentes fêtes de fin d'année.**